

Ouverture

DES CONCITOYENS

*par Vincent Berthet et Claude Royon **

Le projet de ce dossier est né, fin novembre 2005, d'une indignation. Elle a été provoquée, au cours de la « crise des banlieues » en France, par les simplifications stigmatisantes que nous avons entendues (1), par les accusations portées à l'égard de groupes sociaux entiers, par les tendances à confondre une fois de plus, à propos des « cités », symptômes et maladie. Emploi, mécanismes d'intégration, valeurs communes... : oui, la société française, comme la plupart des sociétés du monde, est en crise, en recomposition. Et ce qui « craque » dans les quartiers (bien plus souvent silencieusement, insidieusement, et dans l'indifférence, que dans la révolte ouverte) en est une manifestation. Nous n'excusons pas les violences, ni celles des personnes (2), ni celles provenant des institutions. Mais face à la complexité de toute crise de société, les explications hâtives ou impulsives et les pratiques de désignation de « fautifs » (parents, milieu social, origine ethnique...) ne sont ni responsables, c'est-à-dire porteuses de solutions réalistes, ni humaines, c'est-à-dire portées par un regard qui laisse à chacun ses chances d'intégration et de promotion.

L'indignation qui a été la nôtre reste intacte face à ces affirmations réductrices, de la part d'un certain nombre de « responsables » et de citoyens divers, quant aux « causes » de la crise repérable dans les quartiers populaires. Elle a même été renforcée, depuis, par l'indigence, en terme de projet sociétal et humain, de nombreuses mesures prises, annoncées ou débattues depuis par le gouvernement français et des élus locaux. Ces mesures, elles aussi, en énonçant et en dénonçant à l'avance les coupables directs de certains problèmes sociaux prégnants dans ces quartiers (échec et désinsertion scolaire, délinquance, dégradations...), en optant prioritairement pour une logique de sécurité, en refusant d'enclencher une véritable coopération avec les habitants des banlieues, ne sont ni responsables ni humaines. En ce cas comme en d'autres (ici, discriminations, déni des droits des réfugiés ; « au loin », maintien de nombreux peuples dans un mal-développement évitable...), nous restons dans une partielle incompréhension, et dans une réprobation résolue, face aux ravages du mépris, de la fermeture à l'altérité, des leçons données à sens unique par « ceux qui savent » aux individus et groupes « qui ont tout à apprendre ».

En effet, nous ne reconnaissons pas les citoyens qui peuplent les quartiers d'habitat social, ou, plus largement, tous les « désqualifiés sociaux » de nos villes, dans les schématisations dégradantes, génératrices de peurs et de replis, qui ont cours. Les habi-

* Economie & Humanisme

(1) Elles sont en réalité présentes en permanence dans certains esprits, ce que reflète jusqu'à la caricature le Rapport parlementaire Bénisti (2005), sur la causalité des comportements délinquants des jeunes, d'origine étrangère notamment.

(2) Au demeurant, les événements de novembre 2005 ont été, en comparaison d'autres situations de « révoltes urbaines » très peu violents à l'égard des personnes : aucun décès lié aux « émeutes », pour 55 morts à Los Angeles en 1992, 11 à la Réunion en 1991, 176 (chiffre officiel contesté) en Algérie en 1998...



tants des quartiers déclassés, nous en sommes témoins, notamment à travers les travaux d'étude d'Economie et Humanisme et de nombreuses pratiques des organisations co-éditrices de ce dossier, sont déjà sanctionnés quotidiennement : ils doivent faire face à des conditions d'existence précaires, à la « rélévation » (3) dans des espaces que beaucoup n'ont pas choisis, aux effets des discriminations cumulées, à l'écart immense entre les droits affirmés pour tous et ceux dont ils peuvent réellement jouir en matière de formation, d'accès à l'emploi, à la consommation, à la vie culturelle... Nous savons aussi la volonté qu'a la majorité de prendre part à la vie « ordinaire » des villes, et non seulement de leurs quartiers. D'autre part, un certain nombre de « réussites » socio-urbaines en attestent, nous savons ce que sont les résultats des politiques de dialogue basées sur la considération des habitants (4).

Le dossier qui s'ouvre ici a pour visée de donner corps à cette indignation, qui est partagée par bon nombre d'élus, d'intervenants sociaux, de responsables et militants associatifs, de citoyens... Il s'agit de construire une réflexion sur la ville et son avenir à partir des potentiels des habitants concernés et non de leurs carences ou de leurs « fautes » plus ou moins fantasmagiques. C'est à cette fin qu'un cercle d'organisations partenaires, volontairement diversifié (5), co-édite ce dossier avec Economie & Humanisme. Les auteurs de ses articles sont eux aussi très divers, et des habitants des quartiers en question en font partie, comme il se devait (6).

n Prendre acte des potentiels des habitants des quartiers d'habitat social, y compris de celles de leurs ressources qui peuvent bénéficier à l'ensemble de la société, telle est la « mission » des articles de la première partie du dossier.

n Son deuxième chapitre fait ressortir les mécanismes, implacables mais aucunement fatals, qui conduisent à ce que ces potentiels ne soient pas reconnus, voire étouffés ; le mal des quartiers et banlieues est, pour une large part, une frustration de citoyenneté, due à un déficit extrêmement prolongé — déficit entretenu, évaluent certains auteurs — de reconnaissance et d'écoute.

n Les textes du troisième chapitre esquissent quelques-unes des voies d'un développement des villes vécu avec tous leurs habitants, et donc porteur d'intégration et non de rejet, d'éclatement social, de violence.

Une cité de citoyens, par définition ouverte à l'expression de tous, est-ce trop demander, trop espérer ?

Vincent Berthet et Claude Royon

(3) Expression mise en valeur pour la première fois dans le Rapport sur les quartiers en difficulté dû à **J.-M. Delarue**, par la suite premier Délégué interministériel à la Ville, dès... 1990.

(4) En particulier celles, assez rares en fait, qui ont précisément adopté une logique de « diagnostic des ressources » et non de « diagnostic des manques ». Cf. les travaux de terrain et les publications des membres de l'Association pour la Démocratie et l'Éducation Locale et Sociale (ADELS), notamment ceux de **J. Lorthiois**.

(5) ADSEA Rhône, ARRA, CNLAPS, CNLRQ, Conseil régional Rhône-Alpes, Commission Sociale des Évêques de France, Fédération des Centres Sociaux du Rhône, Grenoble-Alpes Métropole, Nantes Métropole, Inter-Réseaux DSU, Union Sociale pour l'Habitat, Ville de Grenoble, Ville de Nantes, Ville de Rezé.

(6) Outre les auteurs des articles, ont apporté un concours à la réalisation de ce dossier : Paul Cloutour, Bruno Couturier, Pierre Grandjean, Jean-Philippe Motte, Frédéric Paul, Odile Quintin, Bernadette Revillon, Myriam Tierce-Monnier, Jacques Turck, Luc Voiturier.